

CENTRE HOSPITALIER DE VILLENEUVE-SAINT-GEORGES

Réaménagement du niveau **R+2**



Maître d'ouvrage	HOPITAL INTERCOMMUNAL VILLENEUVE ST GEORGES LUCIE & RAYMOND AUBRAC 40 Allée de la Source 94190 Villeneuve-Saint-Georges Directeur adjoint de l'Investissement et de laStratégie Patrimoniale : Sophie LAURENCE sophie.laurence@chicreteil.fr TEL : 06 80 33 99 43	
Maître d'œuvre BET MANDATAIRE	EDEIS- BUREAU D'ETUDES TECHNIQUES MANDATAIRE Salma Allou 19 bd Paul Vaillant-Couturier 94200 Ivry-sur-Seine salma.allou@edeis.com TEL : 01 56 20 50 00	
Maître d'œuvre ARCHITECTE	A26 - ARCHITECTE Christophe DAMIAN 165bis rue de Vaugirard 75015 PARIS cdamian@a26.eu TEL : 01 43 49 14 00	
Désamiantage	ARGENIUM Marc RENAUD 22 rue Berbier du Mets 75013 PARIS marc.renaud@argenium.fr Tel : 01 55 43 32 32	
Bureau de contrôle	APAVE Agence BGC Ile de France Unité Marne La Vallée Bruno LECOINTRE 10, Place Fulgence Bienvenue 77600 BUSSY-SAINT-GEORGES bruno.lecointre@apave.com TEL : 06 50 03 32 42	
Coordonnateur SPS	DEGOUY 16 rue de la maison rouge 77185 Lognes TEL : 01 60 95 32 32	
Notice d'accessibilité		
Mai 2025	Projet 2 - R+2	PHASE PRO
		NUMÉRO -

GÉNÉRALITÉS

Dénomination et adresse de l'établissement :

La présente note rappelle les principes d'accessibilité qui seront suivis sur le bâtiment ci-après.

Dénomination : Transformation des anciens blocs du R+2 du monobloc en 2 unités d'hospitalisation au R02 du Bâtiment Monobloc – Centre Hospitalier Intercommunal de Villeneuve-St-Georges

Adresse : 40 Allée de la Source 94190 Villeneuve-Saint-Georges

Maîtrise d'ouvrage (Nom ou raison sociale) :

Entreprise : Centre Hospitalier Intercommunal de Villeneuve-St-Georges

Nom : Sophie Laurence

Tél : 06 80 33 99 43

Mail : sophie.laurence@chicreteil.fr

Adresse : 40 Allée de la Source 94190 Villeneuve-Saint-Georges

Maîtrise d'œuvre (Nom ou raison sociale de l'architecte) :

Entreprise : A26 Architectures

Nom : Christophe DAMIAN

Tél : 01 43 49 14 00

Mail : cdamian@a26.eu

Adresse : 165 bis rue de Vaugirard 75015 Paris

Personne à contacter pour obtenir des précisions sur mon projet ou solliciter des documents ou complémentaires :

Nom : Christophe DAMIAN

Qualité vis-à-vis du projet : Architecte

Tél : 01 43 49 14 00

Mail : cdamian@a26.eu

Descriptif des activités envisagées dans l'établissement recevant du public :

L'établissement est un Immeuble de Grande Hauteur (IGH) de Type U

PROJET

I - Descriptif synthétique du projet ou des travaux :

- **Projet 2 : Transformation des anciens blocs du R02 du monobloc en**
 - une unité de soins intensifs cardiaques « aile B »
 - une unité d'Hospitalisation cardiaques « aile A »
 - une service Coronarographie
 - Des box de consultation cardiaques

Classement proposé à la commission à l'issue des travaux réalisés : (CCH R 123.18 à R123-21)

L'établissement sera classé : **IGH**

Type (activité principale) : **U** avec activités annexes : Catégorie : Effectifs (public / personnel) :

Détermination des niveaux accessibles aux publics ou non :

ZONE	Préciser si le public est admis totalement ou partiellement dans cette zone
Sous-sol 5 :	Nullement
Sous-sol 4 :	Partiellement, la zone parking seulement et les extérieurs
Sous-Sol 3 :	Partiellement, la zone parking seulement
Sous-sol 2 :	Partiellement, la zone parking seulement
Sous-sol 1 :	Partiellement, les zones logistiques n'étant pas accessibles au public
Rez-de-chaussée :	Partiellement, les laboratoires et bureaux administratifs n'étant pas accessibles au public
1^{er} étage :	Partiellement, les laboratoires n'étant pas accessibles au public
2^{ème} étage :	Totalement
3^{ème} étage :	Nullement car étage technique
4^{ème} étage :	Totalement
5^{ème} étage :	Partiellement, les locaux du bâtiment PFE n'étant pas accessibles au public à ce niveau
6^{ème} étage :	Totalement
7^{ème} étage :	Totalement
8^{ème} étage :	Totalement
9^{ème} étage :	Totalement
10^{ème} étage :	Totalement
11^{ème} étage :	Totalement

REGLEMENTATION APPLICABLE

Textes législatifs : Loi n° 2005-102 du 11 février 2005 du Journal Officiel du 12 février 2005

Textes réglementaires : Ordonnance n°2005-1527 du 08 décembre 2005 du Journal Officiel du 09 décembre 2005

Décret n° 2006-555 du 17 mai 2006 du Journal Officiel du 18 mai 2006
Décret n° 2006-1089 du 30 août 2006 du Journal Officiel du 31 août 2006
Décret n° 2006-1287 du 20 octobre 2006 du Journal Officiel du 21 octobre 2006
Décret n° 2007-1327 du 11 septembre 2007 du Journal Officiel du 12 septembre 2007
Arrêté du 17 mai 2006 texte 19 du Journal Officiel du 18 mai 2006
Arrêté du 17 mai 2006 texte 20 du Journal Officiel du 18 mai 2006
Arrêté du 01 août 2006 texte 13 du Journal Officiel du 24 août 2006
Arrêté du 01 août 2006 texte 14 du Journal Officiel du 24 août 2006
Arrêté du 26 février 2007 texte 11 du Journal Officiel du 08 mars 2007
Arrêté du 26 février 2007 texte 12 du Journal Officiel du 08 mars 2007
Arrêté du 21 mars 2007 texte 11 du Journal Officiel du 05 avril 2007
Arrêté du 22 mars 2007 texte 12 du Journal Officiel du 05 avril 2007
Arrêté du 09 mai 2007 texte 81 du Journal Officiel du 13 mai 2007
Arrêté du 11 septembre 2007 texte 8 du Journal Officiel du 26 septembre 2007
Circulaire interministérielle DGUHC n° 2006-96 du 21 décembre 2006

Code de référence : Articles L 111-7 à L 111-8-4 du Code de la Construction et de l'Habitation
Articles R 111-18 à R 111-18-11 du Code de la Construction et de l'Habitation
Articles R 111-19 à R 111-19-30 du Code de la Construction et de l'Habitation

Champ d'application : Articles R 111-18 et R 111-19 du Code de la Construction et de l'Habitation

Les dispositions décrites dans les textes ci-dessus sont applicables aux :

1. Aux bâtiments d'habitation collectifs et à leurs abords. Est considéré comme un bâtiment d'habitation collectif tout bâtiment dans lequel sont superposés, même partiellement, plus de deux logements distincts desservis par des parties communes bâties.
2. Aux maisons individuelles construites pour être louées ou mises à dispositions ou pour être vendues, à l'exclusion de celles dont le propriétaire a, directement ou par l'intermédiaire d'un professionnel de la construction, entrepris la construction ou la réhabilitation pour son propre usage.
3. Aux établissements recevant du public et aux installations ouvertes au public. Cela concerne tous bâtiments, locaux, enceintes dans lesquels des personnes sont admises soit librement, soit moyennant une rétribution ou une participation quelconque, ou dans lesquels sont tenues des réunions ouvertes à tout venant ou sur invitation, payante ou non ; les locaux scolaires, universitaires ou de formation ; les installations ouvertes au public, notamment les espaces publics ou privés qui desservent des établissements recevant du public ou qui sont aménagés en vue de leur utilisation par le public, le mobilier urbain qui y est implanté.

Définition de l'accessibilité :

L'obligation d'accessibilité porte notamment sur les circulations communes intérieures et extérieures, une partie des places de stationnement automobile, les logements, les ascenseurs, les locaux collectifs et leurs équipements.

Est considéré comme accessible aux personnes handicapées tout bâtiment ou tout aménagement lié à un bâtiment permettant à un habitant ou à un visiteur handicapé, avec la plus grande autonomie possible, de circuler, d'accéder aux locaux et équipements, d'utiliser les équipements, de se repérer, de communiquer et de bénéficier des prestations en vue desquelles cet établissement ou cette installation a été conçu. Les conditions d'accès des personnes handicapées doivent être les mêmes que celles des autres publics ou, à défaut, présenter une qualité d'usage équivalente.

PRINCIPE D'ELABORATION

Tous les renseignements écrits qui figurent dans cette notice seront cotés sur les plans.

Ce cadre n'étant pas exhaustif, la notice devra comprendre toutes les précisions nécessaires à la bonne compréhension du projet et sera complétée par le plan de masse, les plans de chaque niveau, les plans de détails et coupes, les plans des aménagements intérieurs et des plans avant travaux.

Les parties de bâtiment accessibles au public seront indiquées dans la notice ou sur plans.

Le projet intègre l'accessibilité à tous les handicaps (physiques, sensoriels, cognitifs, mentaux ou psychiques).

C'est ainsi que seront notamment pris en compte :

Pour la déficience visuelle : des exigences en termes de guidage, de repérage et de qualité d'éclairage.

Pour la déficience auditive : des exigences en termes de communication, de qualité sonore et de signalisation adaptée.

Pour la déficience intellectuelle : des exigences en termes de repérage et de qualité d'éclairage.

Pour la déficience motrice : des exigences spatiales, de stationnement et de circulation adaptés, de cheminement extérieur et intérieur, de qualité d'usage des portes et équipements.

DESCRIPTION DETAILLEE

Descriptif des zones de l'établissement accessibles aux publics :

Etablissements recevant du public Points examinés	Conformité SO = sans objet			
1. Généralités				
Appréciation de synthèse sur le respect de la réglementation				
2. Cheminements extérieurs ¹				
Généralités				
✓cheminement usuel ou un des cheminements usuels accessible de l'accès du terrain jusqu'à l'entrée principale du bâtiment			SO	
✓cheminement accessible entre les places de stationnement adaptées et l'entrée du bâtiment			SO	
✓accessibilité aux équipements ou aménagements extérieurs			SO	
Cheminement ou repère continu contrasté tactilement ou visuellement			SO	
Largeur ≥ 1,40 m			SO	
Rétrécissements ponctuels ≥ 1,20 m			SO	
Dévers ≤ 2 %			SO	
Pentes				
✓Existence de pente à chaque dénivellation du cheminement accessible aux personnes en fauteuil roulant			SO	
✓Pente ≤ 4 %			SO	
✓Pente entre 4 et 5 % : palier de repos tous les 10 m			SO	
✓Pente entre 5 et 8 % : sur 2 m maxi			SO	
✓Pente entre 8 et 10 % : sur 0,50 m maxi			SO	
✓Pente > 10 % : interdite			SO	
✓Paliers de repos en haut et en bas de chaque pente			SO	
Caractéristiques des paliers de repos				
✓1,20 m x 1,40 m			SO	
✓Paliers horizontaux au dévers près			SO	
Seuils et ressauts				
✓≤ 2 cm (ou 4 cm si pente < 33 %)			SO	
✓Arrondis ou chanfreinés			SO	
✓Pas d'âne interdits			SO	
Repérage des éléments structurant du cheminement par les malvoyants			SO	
Espaces de manœuvre avec possibilité de ½ tour aux points de choix d'itinéraire				
✓Emplacements			SO	
✓Dimension: Ø 1,50 m			SO	
Espaces de manœuvre de porte				
✓Dimensions : 1m70 en poussant, et 2m20 en tirant.			SO	
Espaces d'usage				
✓Devant chaque équipement ou aménagement			SO	
✓Dimensions : 0.80 m x 1.30 m			SO	

Sols non meubles, non glissant, non réfléchissant et sans obstacle à la roue			SO	
Trous en sol : Ø ou largeur ≤ 2 cm			SO	
Cheminement libre de tout obstacle				
✓ Hauteur libre : 2,20 m			SO	
✓ Repérage visuel, tactile ou par un prolongement au sol des éléments implantés ou en saillie de plus de 15 cm			SO	
Protection si rupture de niveau ≥ 0,40 m à moins de 0,90 m du cheminement			SO	
Protection des espaces sous escalier			SO	
Volée d'escalier de 3 marches ou plus :				
✓ 1 main courante				
• Hauteur entre 0,80 et 1,00 m			SO	
• Continue, rigide et facilement préhensible			SO	
• Dépassant les premières et dernières marches			SO	
• Différenciée du support par un éclairage particulier ou un contraste visuel			SO	
✓ Appel de vigilance pour les malvoyants à 50 cm en partie haute			SO	
✓ Contremarche de 10 cm mini pour la 1 ^{ère} et la dernière marche			SO	
✓ Nez de marches :				
• De couleur contrastée			SO	
• Antidérapants			SO	
• Sans débord excessif			SO	
Présence d'un dispositif d'éclairage du cheminement			SO	
3. Places de stationnement²				
✓ 2% de l'ensemble des places aménagées ou suivant arrêté municipal si plus de 500 places			SO	
Localisation à proximité de l'entrée			SO	
Caractéristiques dimensionnelles et atteinte				
✓ Largeur ≥ 3,30m			SO	
✓ Espace horizontal au dévers de 2% près			SO	
✓ Raccordement au cheminement d'accès				
• Ressaut ≤ 2 cm			SO	
• Sur 1,40 m à partir de la place : cheminement horizontal, dévers de 2% max			SO	
✓ Contrôle d'accès et de sortie utilisable par des personnes sourdes, malentendantes ou muettes				
• Bornes visibles directement du poste de contrôle			SO	
Ou				
• Signaux liés au fonctionnement du dispositif : sonores et visuels			SO	
• Et visiophonie			SO	
✓ Sortie en fauteuil des places « boxées »			SO	
Repérage horizontal et vertical des places				
✓ Signalisation adaptée à proximité des places de stationnement pour le public			SO	
✓ Signalisation des croisements véhicules/piétons :				
• Eveil de vigilance des piétons			SO	
• Signalisation vers les conducteurs			SO	

4. Accès au(x) bâtiment(s) ou à l'établissement et aux locaux ouverts au public				
Accès principal accessible en continuité avec le cheminement accessible			SO	
Entrée principale facilement repérable			SO	
Dispositifs d'accès au bâtiment :				
✓ Facilement repérable			SO	
✓ Signal sonore et visuel			SO	
Système de communication et dispositif de commande manuelle :				
✓ A plus de 40 cm d'un angle rentrant ou d'un obstacle au fauteuil			SO	
✓ Hauteur comprise entre 0,90 et 1,30 m			SO	
✓ Contrôle d'accès et de sortie :				
• Visualisation directe du visiteur			SO	
Ou				
• Visiophone			SO	
Accès de manière autonome à tous les locaux ouverts au public			SO	
5. Circulations intérieures horizontales				
Largeur $\geq 1,40$ m	OUI			
Rétrécissements ponctuels \geq à 1,20 m			SO	
Dévers $\leq 2\%$	OUI			
Pentes				
✓ Pente $\leq 4\%$			SO	
✓ Pente entre 4 et 5 % : palier de repos tous les 10 m			SO	
✓ Pente entre 5 et 8 % : sur 2 m maxi			SO	
✓ Pente entre 8 et 10 % : sur 0,50 m maxi			SO	
✓ Pente $> 10\%$: interdite			SO	
✓ Paliers de repos en haut et en bas de chaque pente			SO	
Caractéristiques des paliers de repos				
✓ 1,20 x 1,40 m			SO	
✓ Paliers horizontaux au dévers près			SO	
Seuils et ressauts				
✓ ≤ 2 cm (ou 4 cm si pente $< 33\%$)	OUI			
✓ Arrondis ou chanfreinés	OUI			
✓ Pas d'âne interdits			SO	
Espaces de manœuvre de porte				
✓ Dimensions : 1m70 en poussant, et 2m20 en tirant.	OUI			
Espaces d'usage				
✓ Devant chaque équipement ou aménagement			SO	
✓ Dimensions : 0,80 m x 1,30 m			SO	
Sols non meubles, non glissant, non réfléchissant et sans obstacle à la roue	OUI			
Trous en sol : \emptyset ou largeur ≤ 2 cm			SO	
Cheminement libre de tout obstacle				
✓ Hauteur libre : 2,20 m ou 2,00 m pour les parcs de stationnement			SO	
✓ Repérage visuel, tactile ou par un prolongement au sol des éléments implantés ou en saillie de plus de 15 cm			SO	
Protection si rupture de niveau $\geq 0,40$ m à moins de 0,90 m			SO	
Protection des espaces sous escalier			SO	
Marches isolées				

✓ Si 3 marches ou plus :				
• Appel de vigilance pour les malvoyants à 50 cm en partie haute			SO	
• Contremarche de 10 cm mini pour la 1 ^{ère} et la dernière marche			SO	
• Nez de marches :				
- De couleur contrastée			SO	
- Antidérapants			SO	
- Sans débord excessif			SO	
• 1 main courante			SO	
- Hauteur entre 0,80 et 1,00 m			SO	
- Continue, rigide et facilement préhensible			SO	
- Dépassant la 1 ^{ère} et dernière marche			SO	
- Différenciée du support par un éclairage particulier ou un contraste visuel			SO	
✓ Si marches menant à un escalier :				
• Appel de vigilance pour les malvoyants à 50 cm en partie haute			SO	
• Contremarche de 10 cm mini pour la 1 ^{ère} et la dernière marche			SO	
• Nez de marches :				
- De couleur contrastée			SO	
- Antidérapants			SO	
- Sans débord excessif			SO	
• Largeur entre mains courantes ≥ 1,20 m			SO	
• Hauteur des marches ≤ 16 cm			SO	
• Giron des marches ≥ 28 cm			SO	
6. Circulations intérieures verticales³				
Obligation d'ascenseur (si le bâtiment peut recevoir 50 personnes en sous-sol, mezzanine ou étage).			SO	
Escaliers utilisables dans les conditions normales de fonctionnement				
✓ Largeur entre mains courantes ≥ 1,20 m			SO	
✓ Hauteur des marches ≤ 16 cm			SO	
✓ Giron des marches ≥ 28 cm			SO	
✓ Mains courantes				
• De chaque côté			SO	
• Hauteur entre 0,80 et 1,00 m			SO	
• Continues, rigides et facilement préhensibles			SO	
• Dépassant la 1 ^{ère} et dernière marche			SO	
• Différenciées du support par un éclairage particulier ou un contraste visuel			SO	
✓ Appel de vigilance pour les malvoyants à 50 cm en partie haute			SO	
✓ Contremarches de 10 cm mini pour la 1 ^{ère} et la dernière marche visuellement contrastée par rapport aux marches			SO	
✓ Nez de marches :				
• De couleur contrastée			SO	
• Antidérapants			SO	
• Sans débord excessif			SO	
Ascenseurs				
✓ Tous les ascenseurs sont accessibles	OUI			A l'exception des niveaux non accessibles aux publics (se référer au tableau de détermination des niveaux accessibles).
✓ Tous les niveaux sont desservis	OUI			
✓ Commande à plus de 40 cm d'un angle rentrant ou d'un obstacle au fauteuil	OUI			

✓ Conformes à la norme NF EN 81-70 relative à l'accessibilité aux ascenseurs pour toutes les personnes y compris les personnes avec handicap	OUI			Le projet prévoit la création des portes palières d'ascenseur sur 3 ascenseurs ne desservant pas aujourd'hui le niveau R02. Les ascenseurs sont déjà existants.
✓ Munis d'un dispositif permettant de prendre appui	OUI			
✓ Permettant de recevoir les informations liées aux mouvements de la cabine, aux étages desservis, au système d'alarme	OUI			
✓ Appareils élévateurs pour personnes à mobilité réduite				
• Dérogation obtenue			SO	
• Conformes aux normes les concernant			SO	
• D'usage permanent			SO	
7. Tapis, escaliers et plans inclinés mécaniques ⁴				
Double par un cheminement accessible ou un ascenseur			SO	
Main courante accompagnant le mouvement			SO	
Mains courantes dépassant de 30 cm le départ et l'arrivée			SO	
Arrêt d'urgence facilement repérable, accessible et manœuvrable en position debout ou assis			SO	
Départ et arrivée différenciés par éclairage ou contraste visuel			SO	
Signal tacite ou sonore en partie terminale d'un tapis ou plan incliné mécaniques			SO	
8. Revêtements de sols, murs et plafonds				
Tapis				
✓ Dureté suffisante			SO	Le projet ne prévoit pas la mise en place de tapis.
✓ Pas de ressaut ≥ 2 cm			SO	
Qualité acoustique des revêtements des espaces d'accueil, d'attente ou de restauration				
✓ Conforme à la réglementation en vigueur	OUI			
Ou				
✓ Aire d'absorption équivalente ≥ 25 % de la surface au sol	OUI			
9. Portes, portiques et sas ⁵				
Dimension des sas	OUI			Des SAS réglementaires sont prévus dans le cadre du projet. Ils font tous une surface minimum de 2,5m².
Espace de manœuvre de portes devant chaque porte à l'exception des portes d'escalier	OUI			
Largeur des portes principales et des portiques				
✓ 0,90 m pour les locaux ou zone recevant moins de 100 personnes	OUI			Les portes seront toutes d'un passage minimum de 90cm.
✓ 1,40 m pour les locaux ou zone recevant au moins 100 personnes			SO	
✓ 1 vantail ≥ 0,90 m pour les portes à 2 vantaux	OUI			
✓ 0,80 m pour les portiques de sécurité			SO	
Poignées des portes				
✓ Facilement préhensibles	OUI			En raison de l'architecture existante, les entrées des chambres ont été aménagés de telle manière que nous devons prévoir des poignées rallongées de porte.
✓ A plus de 40 cm d'un angle rentrant ou d'un obstacle au fauteuil	OUI			
Effort pour ouvrir une porte ≤ 50 N	OUI			
Portes vitrées repérables	OUI			
Portes à ouverture automatique :				
✓ Durée d'ouverture réglable			SO	Aucune porte à ouverture automatique est prévue dans ce niveau.
✓ Détection des personnes de toutes tailles			SO	

Signal sonore et lumineux du déverrouillage des portes à verrouillage électrique			SO	
Possibilité d'accès y compris si un dispositif lié à la sécurité ou à la sûreté est installé			SO	
10. Dispositifs d'accueil, équipements et dispositifs de commande				
Si existence d'un point d'accueil :				
✓ Au moins un accessible			SO	Aucun point d'accueil est prévu dans le cadre du projet. Les publics sont pris en charge à partir de la salle d'attente par le personnel.
✓ Point d'accès aménagé prioritairement ouvert			SO	
✓ Banques d'accueil utilisables en position debout ou assis			SO	
Equipements divers accessibles au public				
✓ Au moins 1 équipement par type aménagé			SO	L'hôpital prév
✓ Espace d'usage de 0,80 x 1,30 m devant chaque équipement			SO	
✓ Commandes manuelles, dispositifs de sécurité non réservée au personnel et fonctions voir, entendre, parler				
• 0,90 m ≤ H ≤ 1,30 m	OUI			Il sera prévu a minima ces équipements.
✓ Guichets d'information, vente manuelle et tables ou tablettes si nécessaire de lire, écrire ou utiliser un clavier				
• Face supérieure ≤ à 0,80 m			SO	
• Vide de 0,70 x 0,60 x 0,30 m (HxLxP)			SO	
✓ Dispositif de sonorisation équipé d'une boucle magnétique			SO	
Panneaux d'affichage instantané relayant les informations sonores			SO	
11. Sanitaires⁶				
Cabinets aménagés :				
✓ Au moins un par niveau comportant des sanitaires	OUI			Il est prévu un sanitaire PMR : - Dans l'aile A - Dans l'aile B - Dans le noyau central
✓ Aux mêmes emplacements que les autres	OUI			
✓ Séparés H/F si autres sanitaires séparés			SO	
1 lavabo accessible par groupe de lavabos	OUI			
Espaces de manœuvre avec possibilité de demi-tour :				
✓ Emplacement : dans le cabinet ou devant la porte	OUI			Espaces de manœuvre avec possibilité de demi-tour prévus dans les sanitaires
✓ Dimensions : Ø 1,50 m	OUI			
Aménagements intérieurs des cabinets :				
✓ Dispositif permettant de refermer la porte	OUI			Chaque sanitaire respectera l'ensemble de ces points réglementaires.
✓ Espace d'usage latéral de 0,80 x 1,30 m	OUI			
✓ Hauteur de la cuvette entre 0,45 et 0,50 m	OUI			
✓ Lave-mains accessible d'une hauteur ≤ 0,85 m	OUI			
✓ Barre d'appui latérale entre 0,70 m et 0,80 m du sol	OUI			
✓ Barre d'appui supportant le poids d'une personne	OUI			
✓ Commande de chasse d'eau facilement accessible et manœuvrable	OUI			
Lavabos accessibles				
✓ Bord supérieur : H ≤ 0,85 m	OUI			Chaque sanitaire sera muni d'un lavabo accessible et respectera l'ensemble de ces points réglementaires.
✓ Vide en dessous de 0,70H x 0,60L x 0,30P	OUI			
Accessoires divers (porte-savon, séchoir, etc.) à 1,30 m maxi	OUI			
Urinoirs à différentes hauteurs si batterie			SO	
12. Sorties				

Sorties repérables sans risque de confusion avec les issues de secours	OUI			L'hôpital prévoira de mettre en place une signalétique pour faciliter le repérage des sorties et des espaces de manière générale.
13. Eclairage				
Valeurs d'éclairement				
✓ 20 lux pour les cheminements extérieurs			SO	Les éclairages respecteront ces divers points réglementaires.
✓ 200 lux aux postes d'accueil	OUI			
✓ 100 lux pour les circulations horizontales	OUI			
✓ 150 lux pour les escaliers et équipements mobiles			SO	
Durée de fonctionnement des éclairages temporisés	OUI			
L'extinction doit être progressive si l'éclairage est temporisé	OUI			
Eclairage par détection de présence	OUI			
14. Information et signalisation				
Cheminements extérieurs				
✓ Signalisation adaptée aux points de choix d'itinéraires ou en cas de pluralité de cheminements			SO	
✓ Repérage des parois vitrées			SO	
✓ Passage piétons			SO	
Accès à l'établissement et accueil				
✓ Repérage des entrées			SO	
✓ Repérage du système de contrôle d'accès			SO	
Accueil sonorisé :				
• Transmission ou doublage visuel des informations sonores nécessaire			SO	
• Système de transmission du signal acoustique par induction magnétique			SO	
• Signalisation de la boucle par un pictogramme			SO	
Circulations intérieures				
✓ Eléments structurant du cheminement repérable	OUI			De façon générale, les circulations seront munies de main courante facilement identifiable par le public. En parallèle, est prévue une signalétique. Il n'y a pas de parois ou portes vitrées prévues dans le cadre du projet.
✓ Repérage des parois et portes vitrées	OUI			
✓ Information d'aide au choix de la circulation à proximité des commandes d'appel d'ascenseur	OUI			
✓ Dans le cas des équipements mobiles, escaliers roulants, tapis et rampes mobiles, signalisation du cheminement accessible			SO	
Equipements divers :				
✓ Signalisation du point d'accueil et guichet			SO	
✓ Equipements et mobiliers repérables par contraste de couleur ou d'éclairage	OUI			
✓ Dispositifs de commande repérables par contraste visuel ou tactile	OUI			
Exigences portant sur tous les éléments de signalisation et d'information				
✓ Visibilité (localisation du support, contrastes)	OUI			Les éléments de signalisation respecteront ces points réglementaires.
✓ Lisibilité (hauteur des caractères)	OUI			
✓ Compréhension (pictogramme)	OUI			
15. Etablissements recevant du public assis				
Nombre de places réservées : 1 + 1 par tranche de 50			SO	

Salle de plus de 1000 places : selon arrêté municipal			SO	
Dimension de l'emplacement : 0,80 x 1,30 m			SO	
Cheminement accessible jusqu'à l'emplacement			SO	
Réparties en fonction des différentes catégories de places			SO	
16. Etablissements comportant des locaux à sommeil ⁷				
Nombre de chambres adaptées				
• 1 si moins de 21 chambres	OUI			2 chambres PMR dans le service USIC de 12 lits et 2 deux autres chambre PMR dans le service d'hospitalisation cardiaque de 20 lits
Ou				
• 1 + 1 par tranche de 50			SO	
Ou				
• Toutes les chambres si établissement d'hébergement de personnes âgées ou présentant un handicap moteur			SO	
Caractéristiques des chambres adaptées				
✓ Espace de rotation de Ø 1,50 m	OUI			L'ensemble des chambres conçus PMR respectera ces points réglementaires.
✓ 0,90 m sur les 2 grands côtés du lit	OUI			
✓ 1,20 m au pied du lit	OUI			
✓ Hauteur du plan de couchage des lits fixés au sol : 40 à 50 cm			SO	
Cabinet de toilette :				
• 1 au moins accessible depuis chaque chambre adaptée	OUI			
• Toutes si hébergement de personnes âgées ou présentant un handicap moteur	OUI			
• Espace de rotation de Ø 1,50 m	OUI			
• Douche accessible avec barre d'appui	OUI			
Cabinet d'aisance accessible :				
• 1 au moins accessible depuis chaque chambre adaptée	OUI			
• Tous si établissement d'hébergement de personnes âgées ou présentant un handicap moteur	OUI			
• Espace d'usage 0,80 x 1,30 m	OUI			
• Barre d'appui	OUI			
Pour toutes les chambres				
✓ 1 prise de courant à proximité du lit	OUI			
✓ 1 prise téléphonique en cas de réseau de téléphonie interne	OUI			
✓ N° de la chambre en relief sur la porte	OUI			
17. Etablissements avec douches ou cabines				
Cabines				
✓ Au moins 1 cabine aménagée			SO	
✓ Au même emplacement que les autres cabines			SO	
✓ Cheminement accessible jusqu'à la cabine			SO	
✓ Cabines séparées H/F si autres cabines séparées			SO	
✓ Espace de manœuvre avec possibilité de demi-tour : Ø 1,50 m			SO	
✓ Siège			SO	
✓ Dispositif d'appui en position debout			SO	

Douches				
✓ Au moins 1 douche aménagée			SO	
✓ Au même emplacement que les autres douches			SO	
✓ Cheminement accessible jusqu'à la douche			SO	
✓ Douches séparées H/F si autres douches séparées			SO	
✓ Espace d'usage de 0,80 x 1,30 m latéralement à la douche			SO	
✓ Siphon de sol			SO	
✓ Siège			SO	
✓ Dispositif d'appui en position debout			SO	
✓ Equipements divers utilisables en position assis			SO	
18. Caisses de paiement				
Au moins une caisse adaptée par niveau avec caisses			SO	
Une caisse adaptée par tranche de 20			SO	
Répartition uniforme des caisses adaptées			SO	
Caractéristiques des caisses adaptées			SO	
Affichage directement lisible pour les personnes sourdes ou malentendantes			SO	

ENGAGEMENT

Je soussigné m'engage à respecter les règles générales de construction prises en application du code de la construction et de l'habitation, notamment celles relatives à l'accessibilité des personnes handicapées, lors de la réalisation des travaux relatifs au projet cité en objet.

Je certifie sur l'honneur l'exactitude des informations ci-dessus décrites ; et m'engage à signaler toute modification ultérieure.

NOM – PRENOM :
.....

Fait à :, Le :

SIGNATURE

RAPPEL

Vous avez un projet de construction ou de rénovation d'un établissement recevant du public, ou d'une installation ouverte au public.

Vous devez, outre votre Permis de Construire ou votre Déclaration Préalable, déposer un dossier, auprès de la Commission Communale d'Accessibilité dans l'optique d'obtenir un avis favorable à l'ouverture de votre établissement.

Ce dossier doit comprendre la notice ci-dessous, dûment complétée et signée, ainsi que des plans côté en, trois dimensions, à une échelle adaptée, précisant :

- Les cheminements extérieurs ainsi que les conditions de raccordement entre la voirie et les espaces extérieurs de l'établissement et entre l'intérieur et l'extérieur du ou des bâtiments constituant l'établissement. Ce plan fait apparaître :
 - l'ensemble des circuits destinés aux piétons et aux véhicules, notamment les liaisons entre l'accès au terrain, la voirie interne, les places de stationnement adaptées, les circulations piétonnes et l'entrée de l'établissement.
 - à chaque fois que la réglementation l'impose, un cercle de diamètre 1,50m ou un rectangle figurant selon les cas la présence de l'espace requis, permettant à une personne en fauteuil roulant le retournement, le repos, l'usage ou la manœuvre d'un équipement ou d'un dispositif de commande.
 - les pentes des plans inclinés ainsi que les dévers des cheminements.
- Pour chaque niveau de chaque bâtiment, les circulations intérieures horizontales et verticales, les aires de stationnement et, s'il y a lieu, les locaux sanitaires destinés au public. Le plan doit éventuellement préciser la partie du bâtiment accessible aux personnes handicapées. Ce plan fait apparaître :
 - le sens d'ouverture des portes et l'espace de leur débâtement, figuré par un arc de cercle.
 - à chaque fois que la réglementation l'impose, un cercle de diamètre 1,50m ou un rectangle figurant selon les cas la présence de l'espace requis, permettant à une personne en fauteuil roulant le retournement, le repos, l'usage ou la manœuvre d'un équipement ou d'un dispositif de commande.
 - l'emplacement de l'ensemble des appareils sanitaires et de leurs accessoires rendus obligatoires.
 - la disposition des places de stationnement réservées aux personnes handicapées et la mention du taux de ces places.

Si vous souhaitez obtenir une dérogation à la réglementation en vigueur, vous devez indiquer dans la notice les règles auxquelles vous souhaitez déroger, les éléments du projet auxquels s'appliquent ces dérogations et les justifications de chaque demande. Dans ce cas, le dossier sera transmis à la Sous-Commission Départementale d'Accessibilité qui aura 3 mois pour se prononcer. A défaut de réponse dans le délai imparti, l'avis sera réputé défavorable.

Une fois le dossier déposé, la Commission Communale d'Accessibilité doit se prononcer dans un délai de deux mois à compter du dépôt du dossier. A défaut, elle est réputée avoir émis un avis favorable. Néanmoins, en cas de dossier incomplet, elle a un mois pour réclamer les pièces manquantes ; et le délai de 2 mois ne commence à courir qu'à compter de la réception des pièces manquantes. Éviter d'avoir à rendre un avis défavorable, faute d'élément.

Si la Commission Communale d'Accessibilité émet un avis défavorable, vous serez dans l'obligation de déposer un nouveau permis de construire ou une nouvelle déclaration préalable.

A l'issue des travaux, l'ouverture de l'établissement ne peut se faire qu'avec l'autorisation du maire de Tourcoing. Cette autorisation ne vous sera délivrée qu'après que vous nous ayez transmis une **attestation établie par un contrôleur technique agréé ou un architecte** (autre que celui qui a conçu le projet, établi les plans ou signé le permis de construire) dans les 30 jours de la réception des travaux ; ou après la visite de la Commission Communale d'Accessibilité s'il n'y a pas eu de travaux soumis à permis de construire, pour tout ERP de la 1^{ère} à la 4^{ème} catégorie.

Pour les bâtiments existants, lorsqu'il existe des contraintes liées à la présence d'éléments participant à la solidité du bâtiment tels que murs, plafonds, planchers, poutres ou poteaux, qui empêchent leur application :

¹ Lorsqu'une dénivellation ne peut être évitée, le plan incliné aménagé afin de la franchir doit avoir une pente $\leq 6\%$. Les valeurs de pentes suivantes sont tolérées exceptionnellement :

- Jusqu'à 10% sur une longueur $\leq 2\text{m}$;
- jusqu'à 12% sur une longueur $\leq 0,50\text{m}$
- Un palier de repos est nécessaire en haut et en bas de chaque plan incliné, qu'elle qu'en soit la longueur. En cas de plan incliné de pente $\geq 5\%$, un palier de repos est nécessaire tous les 10m ;
- L'aménagement de ressauts successifs distants d'une longueur minimale de 2,50m et séparés par des paliers de repos est toléré ;
- La largeur minimale de cheminement accessible est de 1,20m libre de tout obstacle et lorsqu'un rétrécissement ponctuel ne peut être évité, la largeur minimale du cheminement peut, sur une faible longueur, être comprise entre 0,90m et 1,20m de manière à laisser le passage pour une personne en fauteuil roulant ;
- Lorsqu'un dévers est nécessaire, sur le cheminement, il doit être $\leq 3\%$
- Les exigences portant sur les caractéristiques des escaliers de trois marches ou plus s'appliquent à l'exception de celles concernant le débord des nez de marches par rapport aux contremarches.

² Les places de stationnement adaptées nouvellement créées doivent être localisées à proximité de l'entrée, du hall d'accueil ou de l'ascenseur. Cette obligation ne s'impose pas aux places adaptées existantes.

Les exigences portant sur les caractéristiques des places de stationnement adaptées s'appliquent à l'exception de celles concernant le dévers, qui doit être $\leq 3\%$, et l'horizontalité au dévers près du cheminement au niveau du raccordement avec la place de stationnement adaptée.

³ Escaliers. Largeur minimale entre mains courantes : 1m. les marches doivent répondre aux exigences suivantes :

- hauteur $\leq 17\text{cm}$
- largeur du giron $\geq 28\text{cm}$

Les exigences portant sur les caractéristiques des escaliers s'appliquent à l'exception de celle concernant le débord des nez de marches par rapport aux contremarches.

Les exigences portant sur les caractéristiques des mains courantes s'appliquent. Toutefois, dans le cas où l'installation de ces équipements dans un escalier aurait pour conséquence de réduire le passage à une largeur inférieure à 1 m, une seule main courante est exigée.

En l'absence de travaux ayant pour objet de changer les caractéristiques dimensionnelles des escaliers, celles-ci peuvent être conservées.

Ascenseurs.

1. Pour les établissements de 5e catégorie, un ascenseur est obligatoire :

1.1. si l'établissement ou l'installation peut recevoir cent personnes en sous-sol, en mezzanine ou en étage ;

1.2. si l'établissement ou l'installation reçoit moins de cent personnes lorsque certaines prestations ne peuvent être offertes au rez-de-chaussée.

2. Nonobstant les dispositions du paragraphe 1, les établissements hôteliers existants à la date du présent arrêté et classés, au sens de l'article D. 311-7 du code du tourisme, en catégorie sans étoile, ou 1 étoile, ou 2 étoiles mais ne comportant pas plus de trois étages en sus du rez-de-chaussée, ou encore non classés mais offrant une gamme de prix et de prestations équivalentes sont exonérés de l'obligation d'installer un ascenseur dès lors que les prestations et les chambres adaptées prévues à l'article 17 de l'arrêté du 1er août 2006 susvisé sont accessibles au rez-de-chaussée et que les chambres adaptées présentent une qualité d'usage équivalente de celles situées en étage.

3. S'il est procédé à l'installation d'un ascenseur, celui-ci doit être conforme à la norme EN 81-70 relative à l'accessibilité aux ascenseurs pour toutes les personnes, y compris les personnes avec handicap, ou à des spécifications techniques équivalentes à cette norme et permettant de satisfaire aux mêmes exigences.

4. Si un ou plusieurs ascenseurs existent dans le bâtiment, alors un au moins par batterie doit respecter les dispositions suivantes :

4.1. La signalisation palière du mouvement de la cabine respecte les exigences ci-après :

- un signal sonore doit prévenir du début d'ouverture des portes ;
- deux flèches lumineuses d'une hauteur d'au moins 40 mm doivent être installées pour indiquer le sens du déplacement ;
- un signal sonore utilisant des sons différents pour la montée et la descente doit accompagner l'illumination des flèches.

4.2. La signalisation en cabine respecte les exigences ci-après :

- un indicateur visuel permet de connaître la position de la cabine. La hauteur des numéros d'étage est comprise entre 30 et 60 mm ;

- à l'arrêt de la cabine, un message vocal indique sa position.

4.3. En outre, un nouveau dispositif de demande de secours équipé de signalisations visuelle et sonore ou un dispositif de demande de secours existant faisant l'objet d'une modification comporte :

- un pictogramme illuminé jaune, en complément du signal sonore de transmission de la demande, pour indiquer que la demande de secours a été émise ;
- un pictogramme illuminé vert, en complément du signal sonore normalement requis (liaison phonique), pour indiquer que la demande de secours a été enregistrée ;
- une aide à la communication pour les personnes malentendantes, telle qu'une boucle magnétique.

Dans tous les cas, les signaux sonores et messages vocaux doivent avoir un niveau réglable entre 35 et 65 dB (A).

⁴ Aucune disposition n'est exigée concernant le prolongement des mains courantes au-delà du départ et de l'arrivée de la partie en mouvement, l'indication de l'arrivée sur la partie fixe, ainsi que le positionnement de la commande d'arrêt d'urgence.

⁵ Les portes principales desservant des locaux pouvant recevoir moins de 100 personnes doivent avoir une largeur minimale de 0,80 m.

Les exigences portant sur les poignées de porte s'appliquent à l'exception de celle concernant l'éloignement de leur extrémité de plus de 0,40 m d'un angle rentrant de parois ou de tout autre obstacle à l'approche d'un fauteuil roulant.

Dans les établissements hôteliers et les établissements comportant des locaux d'hébergement existants, seules les portes permettant de desservir et d'accéder aux chambres adaptées et aux services collectifs doivent avoir une largeur minimale de 0,90 m. La largeur minimale des portes des chambres non adaptées est de 0,80 m.

⁶ Lorsqu'il existe des cabinets d'aisances séparés pour chaque sexe, l'aménagement d'un cabinet d'aisances accessible n'est pas exigé pour chaque sexe. Tout cabinet aménagé pour les personnes handicapées pouvant être utilisé par des personnes de chaque sexe doit être accessible directement depuis les circulations communes.

Dans le cas où l'espace de manœuvre avec possibilité de demi-tour serait situé à l'extérieur du cabinet d'aisances aménagé pour les personnes handicapées, il n'est pas exigé que cet espace soit situé devant la porte. Il doit cependant être aménagé à proximité de celle-ci. Un espace de manœuvre de porte est nécessaire devant la porte, qui doit en outre être équipée d'un dispositif permettant de la refermer derrière soi une fois entré.

⁷ Etablissements comportant des locaux d'hébergement.

L'aménagement d'une chambre adaptée n'est pas exigé dans les établissements ne comportant pas plus de 10 chambres, dont aucune n'est située au rez-de-chaussée ou en étage accessible par ascenseur.

Les exigences portant sur les caractéristiques des chambres adaptées s'appliquent à l'exception, éventuellement, de celle concernant la présence de passages libres de chaque côté du lit. Celui-ci n'est exigé que sur un grand côté du lit.

Accessibilité des établissements hôteliers.

Un groupe de travail et d'étude de l'accessibilité des personnes handicapées aux établissements hôteliers est composé de représentants des associations de personnes handicapées désignés par le Conseil national consultatif des personnes handicapées et de représentants de l'hôtellerie désignés par l'Union des métiers et des industries de l'hôtellerie et le Groupement national des chaînes hôtelières. Il propose annuellement aux ministres chargés de la construction, du tourisme, et des personnes handicapées des mesures favorisant la prise en compte de tous les handicaps dans les établissements hôteliers existants, l'amélioration de l'offre d'hébergement, l'aménagement des chambres adaptées, dont notamment le mobilier et les équipements sanitaires, et le développement du label « tourisme et handicap ».